Conseil des Droits de l'Homme

23ème Session du Groupe de Travail sur l'Examen Périodique Universel

(Genève, 02-13 novembre 2015)

Examen du Rwanda

(04 novembre 2015)

Intervention de l'Ambassadeur José Luís Monteiro, Représentant permanent du Cabo Verde

Merci Mr. le Président,

Nous remercions la distinguée ~~délégation~~ Ministre de la Justice et Procureur général du Rwanda pour la présentation du rapport national de son pays.

Le Rwanda, qui est membre d'un éventail assez large d'importants instruments internationaux des droits humains, a entrepris depuis son examen de 2011 la création de nombre d'institutions et l'adoption de plusieurs lois et politiques qui ont accordé une dynamique croissante de progrès ~~dans~~ à l'amélioration, entre autres, des droits de la femme et de l'enfant, de la justice, de l'accès à l'eau, et dans la lutte contre la pauvreté dans ses multiples dimensions.

Ce processus d'amélioration est voué à se poursuivre et intensifier, et dans ce sens le Plan d'Action national pour la promotion et protection des Droits humains dont le projet est en voie de finalisation sera

certainement un outil puissant pour la systématisation des efforts et l'évaluation des résultats.

Par ailleurs, nous sommes convaincus que les programmes d'actions de sensibilisation sociale pour un meilleur ancrage des politiques sur le terrain auront vraisemblablement des effets positifs dans la difficile quête du changement des pratiques traditionnelles négatives et contraires aux nouvelles lois.

Cabo Verde souhaite recommander dans ce contexte aux autorités rwandaises de considérer d'entreprendre les actions suivantes :

1. Ratifier la Convention internationale pour la protection des personnes contre les disparitions forcées;
2. Intensifier les efforts du Gouvernement en vue d'une intégration effective et réussie des rwandais historiquement marginalisés.

Nous terminons augurant au Rwanda les meilleurs succès dans son entreprise d'élever de manière soutenue la jouissance des droits humains par ses populations.

Merci, Mr. le Président